



Arrest

nr. 166 107 van 20 april 2016
in de zaak RvV X / IX

In zake: X

Gekozen woonplaats: X

tegen:

de Belgische staat, vertegenwoordigd door de staatssecretaris voor Asiel en Migratie
en Administratieve Vereenvoudiging.

DE WND. VOORZITTER VAN DE IXE KAMER,

Gezien het verzoekschrift dat X, die verklaart van Chinese nationaliteit te zijn, op 6 november 2015 heeft ingediend om de nietigverklaring te vorderen van de beslissing van de staatssecretaris voor Asiel en Migratie en Administratieve Vereenvoudiging van 8 oktober 2015 tot weigering van de afgifte van een visum.

Gezien titel I *bis*, hoofdstuk 2, afdeling IV, onderafdeling 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Gezien de beschikking houdende de vaststelling van het rolrecht van 12 november 2015 met refertenummer X.

Gezien het administratief dossier.

Gelet op de beschikking van 11 februari 2016, waarbij de terechtzitting wordt bepaald op 10 maart 2016.

Gehoord het verslag van rechter in vreemdelingenzaken I. VAN DEN BOSSCHE.

Gehoord de opmerkingen van advocaat M. KALIN, die *loco* advocaat O. GRAVY verschijnt voor de verzoekende partij en van advocaat K. BERNARD, die verschijnt voor de verwerende partij.

WIJST NA BERAAD HET VOLGENDE ARREST:

1. Nuttige feiten ter beoordeling van de zaak

1.1 Op 30 maart 2015 dient de verzoekende partij een aanvraag tot het bekomen van een visum kort verblijf (type C) in.

1.2 Op 8 oktober 2015 neemt de gemachtigde van de staatssecretaris voor Asiel en Migratie en Administratieve Vereenvoudiging (hierna: de gemachtigde) de beslissing tot weigering van de afgifte van een visum kort verblijf. Dit is de bestreden beslissing, die op 8 oktober 2015 aan de verzoekende partij ter kennis wordt gebracht en waarvan de motieven luiden als volgt:

"(...) Madame/Monsieur Z(...) B(...),
(...)"

Commentaar:

Motivatie

Wettelijke referenties:

Het visum wordt geweigerd op basis van artikel 32 van verordening (EG) nr. 810/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 tot vaststelling van een gemeenschappelijke code

** Uw voornemen om het grondgebied van de lidstaat vóór het verstrijken van het visum te verlaten kon niet worden vastgesteld*

** Geen of onvoldoende garanties op terugkeer naar het land van verblijf gezien betrokkene geen of onvoldoende bewijs levert van voldoende bestaansmiddelen (pensioen, uitkeringen, huuropbrengsten etc.). (...)"*

2. Over de rechtspleging

Ambtshalve stelt de Raad vast dat de verwerende partij heeft nagelaten een nota met opmerkingen in te dienen.

Overeenkomstig artikel 39/81, tweede lid van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (hierna: de vreemdelingenwet) bezorgt de verwerende partij de griffier binnen de acht dagen na de kennisgeving van het beroep het administratief dossier, waarbij ze een nota met opmerkingen kan voegen.

Uit het rechtsplegingsdossier blijkt dat de verwerende partij op 24 november 2015 per bode van het verzoekschrift in kennis gesteld werd en verzocht werd om het administratief dossier en desgevallend een nota met opmerkingen in te dienen.

De verwerende partij diende op 1 december 2015 een administratief dossier in, maar liet na een nota met opmerkingen in te dienen, hetgeen zij ter terechtzitting van 10 maart 2016 ook bevestigt.

3. Onderzoek van het beroep

3.1. In een enig middel voert de verzoekende partij onder meer de schending aan van de artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen (hierna: de wet van 29 juli 1991).

Zij zet in haar verzoekschrift het volgende uiteen:

"En ce que :

La partie adverse a refusé de délivrer à mon requérant un visa touristique l'autorisant à séjourner sur le territoire de la Belgique du 20 octobre 2015 au 18 janvier 2016 au motif que l'objet et les conditions du séjour envisagé n'auraient pas été justifiés (article 32, 1, a, 2, i du règlement CE n° 810/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 13 juillet 2009 établissant un Code Communautaire des Visas) ;

La volonté de quitter le territoire des Etats membres avant l'expiration du visa n'a pu être établi (article 32, 1, b du règlement CE n° 810/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 13 juillet 2009 établissant un Code Communautaire des Visas) ;

Que la décision notifiée à mon requérant précise que l'objet et les conditions du séjour envisagé n'ont pas été justifiés ;

Qu'il y aurait en outre un défaut de garantie suffisante de retour dans le pays de résidence notamment parce que l'intéressé n'apporte pas suffisamment de preuves de moyens d'existence suffisants (pension, indemnités, revenus locatifs,...) ;

Alors que :

Attendu que l'acte attaqué est fondé sur l'article 32 du règlement CE n° 810/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 13 juillet 2009 établissant un Code Communautaire des Visas ;

Que ce règlement précise « sans préjudice de l'article 25 §1er, le visa valable pour une durée totale n'excédant pas trois mois sur une période de six mois à compter de la date de la première entrée sur le territoire des Etats membres est refusé a) si le demandeur 2. Ne fournit pas de justification quant à l'objet et aux conditions du séjour envisagé » ;

Qu'il ressort de cette disposition que la partie adverse dispose d'un large pouvoir d'appréciation à l'égard des demandes qui lui sont soumises ;

Que néanmoins, lorsque la partie adverse examine une situation, elle doit, pour chaque cas d'espèce, motiver sa décision et la justifier adéquatement ;

Que l'obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité en vertu des diverses dispositions légales, doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ses motifs ;

Qu'il faut que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours ainsi qu'à la Juridiction compétente d'exercer son contrôle à ce sujet ;

Qu'il convient également de rappeler, à cet égard, que le Conseil, dans le cadre du contrôle de légalité qu'il est appelé à exercer en présence d'un recours semblable à celui de l'espèce, s'il lui incombe de vérifier si l'autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si l'autorité a donné desdits faits dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision une interprétation qui ne procède pas d'une erreur d'appréciation manifeste (voir dans le même sens RVST., n° 101624, 7/12/2001 et C.E., n° 147344 du 6/07/2005), il n'est en revanche pas compétent pour substituer sa propre appréciation des faits à celle de l'autorité compétente ;

Attendu que tout d'abord, la partie adverse a refusé d'octroyer le visa à mon requérant au motif que l'objet des conditions du séjour envisagé n'ont pas été justifiées ;

Attendu que cette appréciation formée par la partie adverse est totalement erronée ;

Attendu que mon requérant entend faire valoir qu'à l'appui de sa demande de visa il avait joint un courrier adressé par Monsieur Y(...) Z(...) contenant une invitation pour visite familiale ;

Qu'il ressortait clairement de cette correspondance que Monsieur Z(...) souhaitait inviter ses parents à venir leur rendre visite ainsi que par la même occasion faire découvrir la Belgique ;

Que le but de la visite était dès lors clairement démontré (pièces 3 et 4) ;

Que cette correspondance confirme qu'il s'agit d'une demande de visa touristique pour une période limitée dans le temps s'étendant du 20 octobre 2015 au 18 janvier 2016 ;

Qu'il est donc, au vu de ces pièces, erroné dans le chef de la partie adverse, de prétendre que l'objet et les conditions du séjour n'ont pas été dûment justifiées ;

Qu'il s'agit là d'un manquement au principe de bonne administration qui confirme que l'autorité administrative est tenue de statuer en prenant connaissance de tous les éléments de la cause et de préparer avec soin ses décisions ;

Que la partie adverse prend enfin un motif selon lequel sa volonté de quitter le territoire des Etats membres avant l'expiration du visa n'a pas pu être établie ;

Qu'en outre, la partie adverse estime qu'il y a un défaut de garantie suffisante de retour dans le pays de résidence, notamment parce-que l'intéressé n'apporte pas suffisamment de preuves de moyens de subsistance suffisants ;

Que face à cet élément, mon requérant entend préciser qu'il est propriétaire avec son épouse d'un appartement dans son pays d'origine ;

Qu'il avait d'ailleurs produit la preuve de propriété (pièces 12 et 17) ;

Que mon requérant bénéficie en outre dans son pays d'origine d'une pension ;

Qu'il avait d'ailleurs déposé les montants perçus au titre de pension ainsi qu'une preuve de sa qualité de pensionné ;

Que ces éléments démontraient dès lors à suffisance que mon requérant bénéficiait de revenus suffisants ;

Que le fait que celui-ci soit propriétaire permettait également de démontrer qu'il n'entend pas abandonner sa propriété pour venir vivre et s'installer en Belgique ;

Que manifestement, l'appréciation formée par la partie adverse quant à la situation financière de mon requérant est erronée ;

Qu'il s'agit là enfin d'une appréciation totalement subjective formée par la partie adverse ;

Que la partie adverse ne précise également aucunement pourquoi il y aurait lieu de craindre que mon requérant profite de son séjour sur le territoire du Royaume pour s'y établir ;

Qu'il incombe, à tout le moins, à la partie adverse de préciser les éléments fondant son appréciation ;

Que ce motif de l'acte ne peut être tenu pour adéquat au sens de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Qu'enfin, la partie adverse précise que mon requérant est en défaut de donner des garanties suffisantes de retour dans le pays de résidence parce qu'il n'apporterait pas la preuve de moyens d'existence suffisants dans son pays d'origine (pension, indemnités, revenus locatifs) ;

Attendu que mon requérant a exposé, à l'appui de sa demande d'octroi d'un titre de séjour, qu'il était retraité;

Que ce fait est attesté par sa demande de visa ;

Que mon requérant a, en outre, produit une attestation d'assurance et d'assistance voyage ;

Qu'il résulte dès lors des éléments qui ont été exposés ci-avant que la partie adverse a manifestement violé les dispositions visées aux moyens ;

Qu'il appartiendra dès lors à votre conseil de prononcer l'annulation de la décision qui a été notifiée à mon requérant le 8 octobre 2015 et qui a refusé de lui délivrer un visa touristique ;

Que les moyens invoqués sont sérieux et fondés ; "

3.2 Zoals de verzoekende partij ook zelf aangeeft, verplichten de artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991 de administratieve overheid in de akte de juridische en feitelijke overwegingen op te nemen die aan de beslissing ten grondslag liggen, en dit op "afdoende" wijze. Het afdoende karakter van de motivering betekent dat de motivering pertinent moet zijn, dit wil zeggen dat ze duidelijk met de beslissing te maken moet hebben, en dat ze draagkrachtig moet zijn, dit wil zeggen dat de aangehaalde redenen moeten volstaan om de beslissing te dragen (RvS 9 september 2015, nr. 232.140). De belangrijkste bestaansreden van de motiveringsplicht, zoals die wordt opgelegd door de wet van 29 juli 1991, bestaat erin dat de betrokkene in de hem aanbelangende beslissing zelf de motieven moet kunnen aantreffen op grond waarvan ze werd genomen, opdat hij met kennis van zaken zou kunnen uitmaken of het aangewezen is de beslissing met een annulatieberoep te bestrijden (RvS 9 september 2015, nr. 232.140).

In de bestreden beslissing wordt aangegeven dat het voornemen van de verzoekende partij om het grondgebied van de lidstaat vóór het verstrijken van het visum te verlaten niet kon worden vastgesteld. Vervolgens wordt aangegeven dat er geen of onvoldoende garanties op terugkeer naar het land van verblijf zijn gezien betrokkene geen of onvoldoende bewijs levert van voldoende bestaansmiddelen (pensioen, uitkeringen, huuropbrengsten *etc.*).

De verzoekende partij stelt vooreerst dat de bestreden beslissing zou gesteund zijn op de vaststelling dat het doel en de omstandigheden van het voorgenomen verblijf niet zouden zijn aangetoond en voert hieromtrent een betoog. Er dient echter te worden vastgesteld dat niet blijkt dat de bestreden beslissing een motief in deze zin bevat, zodat het betoog van de verzoekende partij in dit verband feitelijke grondslag mist.

De verzoekende partij geeft vervolgens aan dat blijkens de bestreden beslissing sprake zou zijn van een gebrek aan voldoende garanties op terugkeer naar het land van verblijf, gezien de betrokkene onvoldoende bewijs van voldoende bestaansmiddelen (pensioen, uitkeringen, huuropbrengsten, ...) levert. Zij voert aan dat de motivering aangaande haar financiële situatie foutief is, waarbij zij verwijst naar het feit dat zij eigenaar is van een appartement in haar land van herkomst en daar bovendien van een pensioen geniet. Zij wijst erop dat zij het bewijs van eigendom heeft voorgelegd en tevens een bewijs van het feit dat zij de hoedanigheid van gepensioneerde heeft en van het bedrag van het pensioen. Tevens voert zij aan dat de gemachtigde ook geenszins preciseert waarom zou moeten gevreesd worden dat zij van haar verblijf op het grondgebied zou profiteren om er zich te vestigen. De verzoekende partij stelt dat het minstens aan de gemachtigde toekomt om de elementen te preciseren waarop zijn beoordeling is gesteund en dat de motivering van de bestreden beslissing niet afdoende is.

In de eerste plaats dient te worden vastgesteld dat uit de bestreden beslissing niet duidelijk blijkt of de motivering in die zin moet begrepen te worden dat zij twee afzonderlijke motieven bevat, met name enerzijds dat het voornemen van de verzoekende partij om het grondgebied van de lidstaat vóór het verstrijken van het visum te verlaten niet kon worden vastgesteld, en anderzijds dat er geen of onvoldoende garanties op terugkeer naar het land van verblijf zijn gezien de verzoekende partij geen of onvoldoende bewijs levert van voldoende bestaansmiddelen (pensioen, uitkeringen, huuropbrengsten *etc.*), of in de zin dat de vaststelling aangaande de bestaansmiddelen dient beschouwd te worden als een nadere toelichting bij de vaststelling met betrekking tot het voornemen tot terugkeer. Laatstgenoemde mogelijkheid kan afgeleid worden uit het feit dat hoger in de bestreden beslissing ook slechts één motief is aangekruist, met name het motief aangaande het voornemen tot terugkeer, en bijkomend uit de lay-out van de motivering, daar de vaststelling aangaande de bestaansmiddelen lichtjes inspringt ten aanzien van de vaststelling aangaande het voornemen tot terugkeer.

In de mate dat sprake is van twee afzonderlijke motieven, dient te worden vastgesteld dat aangaande het eerste motief in het geheel niet blijkt op grond waarvan de gemachtigde in het concreet voorliggende geval heeft geoordeeld dat het voornemen van de verzoekende partij om het grondgebied van de lidstaat vóór het verstrijken van het visum te verlaten niet kon worden vastgesteld. De verzoekende partij voert dan ook terecht aan dat de gemachtigde geenszins preciseert waarom zou moeten gevreesd worden dat zij van haar verblijf op het grondgebied zou profiteren om er zich te vestigen. In deze zin wordt een schending van de artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991 derhalve aannemelijk gemaakt.

Met betrekking tot het tweede motief wijst de Raad op het volgende.

Er dient te worden vastgesteld dat uit het administratief dossier blijkt dat de verzoekende partij in het kader van haar visumaanvraag, zoals ze zelf ook aangeeft, meerdere documenten heeft voorgelegd. Op het document aangaande de visumaanvraag doorgestuurd door de Belgische ambassade in Beijing wordt onder meer aangegeven dat een bewijs van de hoedanigheid als gepensioneerde en een kopie van een eigendomscertificaat werden neergelegd en dat met betrekking tot de financiële middelen een kopie van rekeninguittreksels werd voorgelegd. Zodoende blijkt uit het administratief dossier dat de verzoekende partij wel degelijk documenten aangaande haar gepensioneerde zijn en aangaande haar financiële middelen heeft voorgelegd. Het is niet aan de Raad als annulatierechter om in de plaats van de gemachtigde over deze stukken te oordelen. De Raad kan in het kader van zijn wettigheidstoetsing echter wel vaststellen, zoals de verzoekende partij ook terecht aanvoert, dat uit de bestreden beslissing niet blijkt op grond waarvan de gemachtigde heeft aangenomen dat de verzoekende partij *“geen of onvoldoende bewijs levert van voldoende bestaansmiddelen (pensioen, uitkeringen, huuropbrengsten *etc.*..)”*. De gemachtigde beperkt zich immers tot de stelling dat *“geen of onvoldoende bewijs”* wordt geleverd, maar zet niet nader uiteen waarom de voorgelegde documenten die blijken uit het

administratief dossier “*geen of onvoldoende bewijs*” vormen van voldoende bestaansmiddelen. Gezien in de bestreden beslissing niet wordt aangegeven waarom geen of onvoldoende bewijs van voldoende bestaansmiddelen (onder meer pensioen) werd geleverd, is het voor de verzoekende partij ook onmogelijk te begrijpen op grond waarvan de gemachtigde heeft geoordeeld dat haar voornemen om het grondgebied vóór het verstrijken van het visum te verlaten niet kon worden vastgesteld. Zodoende dient te worden vastgesteld dat de verzoekende partij terecht aanvoert dat de gemachtigde de elementen waarop hij zijn beoordeling steunt, had moeten preciseren en dat de bestreden beslissing niet afdoende gemotiveerd werd.

Uit het bovenstaande is gebleken dat het tweede motief niet overeind kan blijven, ongeacht of het als op zichzelf staand motief of als toelichting bij het eerste motief dient te worden beschouwd. Zodoende blijft ook het eerste motief, in de mate dat het nader werd toegelicht door het tweede motief, niet langer overeind. Hoger werd reeds vastgesteld dat het eerste motief, in de mate dat het als een op zichzelf staand motief dient te worden beschouwd, niet overeind kan blijven.

Gezien de verwerende partij heeft nagelaten een nota met opmerkingen over te maken, wordt aan het voorgaande hoe dan ook geen afbreuk gedaan door enig betoog van de verwerende partij.

Gelet op het bovenstaande dient te worden vastgesteld dat de verzoekende partij aannemelijk heeft gemaakt dat de motivering van de bestreden beslissing in haar beide onderdelen niet afdoende is, zodat een schending van artikel 3 van de wet van 29 juli 1991 voorligt.

3.3 Het enig middel is in de aangegeven mate gegrond. Deze vaststelling leidt tot de vernietiging van de bestreden beslissing. De overige aangevoerde schendingen behoeven geen verder onderzoek.

4. Kosten

Gelet op het voorgaande past het de kosten van het beroep ten laste te leggen van de verwerende partij.

OM DIE REDENEN BESLUIT DE RAAD VOOR VREEMDELINGENBETWISTINGEN:

Artikel 1

De beslissing van de gemachtigde van de staatssecretaris voor Asiel en Migratie en Administratieve Vereenvoudiging van 8 oktober 2015 tot weigering van de afgifte van een visum wordt vernietigd.

Artikel 2

De kosten van het beroep, begroot op 186 euro, komen ten laste van de verwerende partij.

Aldus te Brussel uitgesproken in openbare terechtzitting op twintig april tweeduizend zestien door:

mevr. I. VAN DEN BOSSCHE,

wnd. voorzitter, rechter in vreemdelingenzaken,

dhr. M. DENYS,

griffier.

De griffier,

De voorzitter,

M. DENYS

I. VAN DEN BOSSCHE